

Reziste!
ena
Alternativ...

**Manifeste de Rezistans ek
Alternativ dans le cadre des
élections législatives de la
République de Maurice 2014**



Sommaire :

Pg 4

1 Préambule du Manifeste

Pg 6

2 Notre vision

Pg 8

**3 Amener le plus grand
processus de démocratisation
depuis l'indépendance**

Pg 16

**4 Les grandes transformations
sociales et économiques**

Pg 27

**5 Les 10 thèmes centraux de
notre manifeste**

Pg 48

**Les 20 candidats de
Rezistans ek Alternativ
des élections générales de 2014**

Reziste!
Alternativ...



www.rezistans.mu





1. Préambule du Manifeste

Notre pays est indépendant depuis 46 ans.

Alors que nous approchons du demi-siècle d'existence, nous nous retrouvons à nouveau à la croisée des chemins. En 1936, la lutte pour l'émancipation de la classe des travailleurs menée par le Parti Travailleiste avait des objectifs multiples, l'un d'entre eux étant la contestation de l'administration coloniale pour permettre l'émergence d'une nation mauricienne. Ce combat a amené de nombreuses avancées, dont la remise en question du statu quo et la pose des fondations de l'Etat providence. Quelque 40 ans plus tard, le Mouvement Militant Mauricien, mené par la jeunesse de notre pays, émergea avec l'objectif clairement défini d'unir la population et de libérer la nation de la division ethnique. Une alternative crédible, en opposition au statu quo alors incarné par le Parti Travailleiste et le PMSD. Ce n'est pas une coïncidence si, 40 ans plus tard, notre pays est à nouveau tenu en otage par le statu quo. Les principaux partis contemporains, représentés par le PTr, le MMM, le MSM et le PMSD ne représentent plus une solution politique crédible pour notre société. Ils n'ont pas été à la hauteur des attentes de l'électorat et ont constamment échoué à amener notre société vers d'autres sommets. En sus d'inégalités croissantes au sein de la société mauricienne; en sus d'un taux de chômage en hausse et d'une précarité grandissante de l'emploi; en sus de la prise en otage de notre démocratie; en sus des nombreuses tentatives de démanteler notre Etat-providence, Maurice doit encore faire face à la crise multiforme qui affecte le monde. Comment faire face à la crise économique mondiale, qui nous touche à plus d'un titre, si nous sommes emprisonnés par des institutions

financières internationales qui ne sont favorables qu'aux anciens pouvoirs coloniaux? Comment appréhender et répondre aux menaces du changement climatique et de la crise écologique qui menace notre habitat si nous ne nous émancipons pas en tant que nation, libre de mesquines considérations ethno-communales?

Rezistans ek Alternativ est né en 2005, en tant que mouvement de gauche visant à défier ce statu quo. D'instinct, le combat contre le communalisme s'est inscrit au centre de notre vision d'une meilleure île Maurice. Nous avons infatigablement combattu l'Etat mauricien sur l'obligation faite de déclarer sa supposée appartenance ethnique pour pouvoir être candidat aux élections législatives et nous avons été légitimés dans cette position par le prononcé des Nations Unies en notre faveur. De notre point de vue, ce n'était qu'une bataille de gagnée, et cela représente un premier pas sur la route de notre émancipation vers une vraie société mauricienne. Nous ambitionnons d'être bien plus que cela. Notre but est d'être le moteur d'une force de transformation qui redéfinira notre société et fera de Maurice le véritable paradis sur terre qu'elle mérite d'être. Les valeurs de base de notre parti



sont des valeurs humanistes, et le respect de la nature est une de nos grandes priorités.

Le manifeste que vous avez entre les mains énonce les fondements de notre vision pour l'île Maurice de demain. Il est le fruit des divers mouvements dans lesquels Rezistans ek Alternativ s'est engagé. Il résulte de tous les échanges passionnants menés lors de rencontres avec des personnes qui combattent avec nous, et de ce que ces luttes nous ont permis d'observer. Ce document reste certainement à être complété, car nous croyons dans la dynamique générée par les mouvements sociaux pour l'émancipation. Ce document tente de regarder autrement la question du progrès perpétuel dans un monde aux ressources limitées. A travers ce manifeste, nous traçons la voie vers une société durable, dont nous espérons qu'elle suscitera votre adhésion.

Le but ultime de Rezistans ek Alternativ n'est pas de conquérir et monopoliser le pouvoir comme tant d'autres l'ont fait au cours de notre courte histoire. Nous voulons amener le plus grand processus de démocratisation depuis l'indépendance. Notre objectif est de transformer la façon dont le pouvoir politique s'exerce dans notre République. Nous partageons la conviction que le rôle des citoyens de la République de Maurice ne devrait pas être limité à un vote tous les cinq ans. A la place, nous prôtons le concept de démocratie participative, où le pouvoir ne nous est pas confisqué, à nous citoyens, entre deux consultations électorales. Nous sommes en faveur d'un pouvoir décentralisé, qui permette à la population de prendre des décisions à la base. Nous sommes fortement en faveur d'un système

qui encourage la participation citoyenne dans les affaires du pays à tous les niveaux, de manière à assurer que notre pays soit gouverné de la façon la plus efficace et transparente possible.

Notre système économique doit être réinventé, vu qu'il est au cœur de nombreuses inégalités injustifiées au sein de notre société. En 2014, il est plus que temps que chaque travailleur touche un salaire décent, qui permette une vie décente. Il est plus que temps que chaque travailleur puisse participer à la prise de décision au sein de son lieu de travail. Notre ambition est de placer l'humain au centre de notre démocratie et économie pour assurer que les citoyens de notre pays soient correctement rémunérés pour leurs heures de travail et qu'ils puissent participer au processus de prise de décision. Notre histoire a constamment été témoin d'une exploitation de la force de travail et les grandes luttes politiques de notre ère ont toutes été centrées autour du sort de ceux se trouvant au bas de l'échelle sociale. Hélas, les grands mouvements politiques de travailleurs, pré et post-indépendance, sont aujourd'hui au service des diverses bourgeoisies. Cet état de choses nécessite l'émergence d'une nouvelle force politique.

Notre relation à notre écosystème doit être revue, vu que des changements majeurs, ici à Maurice et à travers le monde, constituent de réelles menaces pour notre habitat. Les sociétés humaines au sein de l'actuel modèle économique ont toujours considéré la nature comme une marchandise et ont surexploité les ressources naturelles. Maurice n'y fait pas exception. Le bouleversement écologique nous contraint à un changement de paradigme. C'est pourquoi l'engagement de Rezistans ek Alternativ en faveur de notre habitat naturel, vise à inclure les droits de la nature dans notre Constitution.

Le changement est la seule chose permanente. Les élections à venir représentent une plateforme idéale pour que la société mauricienne soutienne l'émergence d'une nouvelle vision politique, une vision plus en ligne avec notre culture et nos valeurs. Chaque vote pour un papillon sera un pas décisif vers la solidarité, la tolérance, l'écologie et la paix.

**Résistez,
il y a une
Alternative!**





2. Notre vision

Nous voulons d'un pays non-communal

C'est Rezistans ek Alternativ qui a forcé le changement constitutionnel afin que des citoyens puissent être candidats aux élections générales sans la nécessité de se classer de façon communale. Nous avons maintenant besoin d'une vraie réforme électorale qui donnera naissance à une société non-communale et démocratique. Il faut nous assurer que les droits économiques, sociaux et culturels soient inscrits dans notre constitution afin de combattre toute forme de discrimination humaine.

Nous voulons d'un pays où les droits des travailleurs sont respectés

Rezistans ek Alternativ a toujours été à côté des travailleurs mauriciens dans plusieurs secteurs : transport, portuaire, sucrier, centre d'appel, hôtellerie, thé, zone franche, construction, paraétatique et fonction publique. Nous voulons d'un changement constitutionnel afin que les droits des travailleurs soient respectés et que les lois qui bafouent la dignité des travailleurs soient revues. Les 700,000 personnes qui travaillent pour vivre contribuent à la production de la richesse du pays et doivent être respectées.

Nous voulons d'un pays respectueux de la nature

Rezistans ek Alternativ a toujours été aux côtés des pêcheurs, écologistes, jeunes et citoyens pour combattre la braderie de notre patrimoine naturel: terre; mer; et plage confondues. Nous voulons d'un changement constitutionnel et législatif qui protège la nature, qui soit en faveur de l'énergie propre et d'une agriculture écologique. Nous voulons que ce soit fait afin d'assurer la souveraineté alimentaire et énergétique de notre pays en harmonie avec la nature et une certaine qualité de vie. Nous voulons que les citoyens puissent participer à la production de l'énergie propre et à meilleur marché à travers les coopératives citoyennes pour l'énergie renouvelable, incluant l'énergie solaire.



Nous voulons d'un pays où la richesse produite soit partagée

Rezistans ek Alternativ a toujours dénoncé la disparité entre riches et pauvres, qui ne cesse de s'agrandir, aussi bien que la mauvaise répartition de la richesse. Nous voulons d'un salaire minimum national qui assurera une vie décente à chaque famille. Nous voulons que chaque famille puisse avoir accès à 400 mètres carrés de terre afin de lui assurer un logement décent et un espace agricole et récréatif.

Nous voulons d'un pays où le pouvoir revient aux citoyens.

Les électeurs doivent pouvoir contrôler le financement de la campagne électorale, que ce soit celui des candidats ou celui des partis politiques. Il faudrait que les dépenses relatives soient accessibles sur internet. Les élections ne peuvent plus être corrompues par une poignée de possédants ou autres groupuscules communaux et sectaires. Les électeurs doivent avoir le pouvoir de révoquer leurs députés, d'envoyer une motion au parlement et de voter lors des référendums. L'administration régionale doit être revue afin de permettre la participation des citoyens et mouvements associatifs. Nous voulons d'une démocratie participative.

Nous voulons d'une économie solidaire

Rezistans ek Alternativ a toujours questionné une économie qui favorise la croissance économique, la maximisation du profit et l'enrichissement d'une élite. Nous prôtons le concept d'économie solidaire. Une économie basée sur la coopération entre les personnes dans le respect de la nature et de la vie. Une économie au service de la société où chaque travailleur a son mot à dire, où la production vise à l'amélioration de la qualité de vie et qui se fait en harmonie avec la nature.

3. Amener le plus grand processus de démocratisation depuis l'indépendance

Maurice n'aura rien atteint si le concept de démocratie n'est qu'une passation de pouvoirs. Remplacer la classe capitaliste historique par une nouvelle génération de riches n'a rien à voir avec une quelconque démocratisation. Cela ne consiste qu'à jouer au même jeu avec un nouveau groupe de joueurs. Ce dont Maurice a besoin de toute urgence, c'est d'un changement de donne...

En ce qui concerne l'économie, nous sommes d'avis qu'il faut une réévaluation complète et significative du coût de la main d'œuvre. Tous ceux qui travaillent méritent d'avoir un salaire décent, qui permette à chacun de vivre une vie décente. Les travailleurs ne devraient pas être considérés uniquement comme un facteur de production. Nous devons reconnaître que ce qu'on appelle la main d'œuvre est constituée d'êtres humains qui sont partie intégrante de notre société. Le travail doit être réévalué de façon à devenir une satisfaction comparée à l'assujettissement qu'il est aujourd'hui. L'épanouissement en tant qu'être humain ne peut advenir sous des relations d'oppression entre l'homme et le travail. Une revalorisation de la main d'œuvre va amener ceux au bas de l'échelle à jouer un rôle plus actif dans la vie économique de notre pays. Cela ouvrira la voie à un nécessaire rééquilibrage de notre économie, loin d'une formule d'export avec main d'œuvre bon marché, vers une économie et un modèle social plus résilients et équilibrés.

La propriété collective est une formule de plus en plus répandue, qui permet à la population de faire valoir ses droits au niveau économique. La production énergétique n'étant pas une entreprise très risquée au vu de la nature de la demande, sa production ne devrait pas générer les profits anormaux qu'elle

occasionne actuellement pour le secteur privé. Rezistans ek Alternativ, à travers son association avec la création de la première coopérative de production énergétique du pays, a fait œuvre de pionnier dans le concept de propriété collective dans le secteur de l'énergie. A terme, nous voulons mettre en pratique une "socialisation des besoins essentiels" - ce qui impliquerait une production répondant aux besoins humains de base à prix coûtant. Un gouvernement responsable devrait assurer que les services de base soient accessibles au prix le plus bas. Ceci, dans son essence, correspond à une démocratisation





de la dignité humaine.

Mais le processus ne serait pas complet sans une démocratisation du domaine politique. L'idéologie de Rezistans ek Alternativ consiste à rendre le pouvoir au peuple. Ce pouvoir a trop longtemps été confisqué. Nous sommes résolument en faveur de la démocratie participative, en opposition au système de représentation actuel. Les citoyens mauriciens ont besoin d'être engagés de façon plus active dans notre société et ses diverses régions si nous voulons avancer vers une gouvernance efficace et transparente. La politique ne doit pas être le champ de quelques élus, mais de chaque Mauricien. D'importantes réformes de nos administrations régionales et de notre système électoral seront une priorité avec Rezistans ek Alternativ.

Une vraie démocratisation de la République de Maurice ne peut être atteinte qu'en présence d'une réelle volonté et d'un vrai pouvoir. C'est pourquoi un vote pour Rezistans ek Alternativ dans l'élection à venir est primordial.

Leur République et la Nôtre



La nécessité d'une nouvelle Constitution

Le combat de Rezistans ek Alternativ pour une '*décommunalisation*' de la société mauricienne s'inscrit dans la logique d'un nouveau rapport au niveau de la population elle-même et entre la population et l'Etat.

La Constitution de 1968 est le résultat d'une époque. Elle émane d'un mouvement d'émancipation pour l'indépendance de Maurice. Une indépendance qui fût négociée auprès de l'État britannique avec une communalisation formalisée du système électoral et une accommodation pour le partage de pouvoir entre les différents intérêts politico-économiques de l'époque. La Constitution de 1968 a codifié une concentration du pouvoir sur mesure pour SSR.

Après 46 ans d'indépendance, il y a nécessité d'une remise en question pour un changement de fond. La société mauricienne et l'humanité doivent désormais faire face à de nouveaux défis; il y a la crise du modèle de démocratie libérale; l'accroissement des inégalités économiques et sociales; la crise écologique et celle de la souveraineté du peuple. Tout cela nécessite l'avènement d'une nouvelle Constitution et d'une nouvelle République.

Au sein de Rezistans ek Alternativ, la réflexion autour d'un projet pour une nouvelle république est à la base du combat contre le communalisme. Aucun vrai mouvement émancipateur ne peut prétendre à une transformation qualitative de notre société sans la reconnaissance de la citoyenneté à part entière.

Le projet d'une nouvelle République représente à ce titre un instrument d'émancipation et de transformation sociale.

Or, le projet de 'Deuxième République' de L'Alliance Ptr-MMM, qui repose uniquement sur le partage de pouvoir entre deux personnes, n'est en rien une avancée. Au contraire il comporte le germe d'une dangereuse instabilité institutionnelle. Nous ne croyons pas que la réponse à un pouvoir monocéphale (n'ayant qu'un seul chef, qu'une seule direction) soit la concentration de ce même pouvoir entre deux personnes. Nous nous opposons aussi à la vision

conservatrice de l'alliance MSM-PMDS-ML qui, faute de vision, refuse tout changement à la Constitution.

Le projet de nouvelle République de Rezistans ek Alternativ propose de démocratiser le pouvoir par un transfert de pouvoirs vers l'Assemblée nationale, les électeurs et citoyens de ce pays, par ce qu'il convient d'appeler la démocratie participative. Nous proposons une Nouvelle Constitution et une Nouvelle République afin que la société mauricienne puisse faire un changement qualitatif dans :

- La reconnaissance de la citoyenneté
- Les libertés individuelles
- L'approfondissement de la démocratie
- La consolidation des droits socio-économico-culturels
- La protection des biens communs et des ressources naturelles
- Le rétablissement du métabolisme liant l'humain à la nature que le modèle capitaliste détruit
- Le rétablissement de la balance des écosystèmes

Voici les cinq piliers fondamentaux que nous proposons pour une nouvelle Constitution et une Nouvelle République :

1. **Pour une République non-communale et séculière**

- Eliminer toutes les formes de communalisme dans la Constitution et dans le système politique.
- Nous proposons un amendement fondamental à la Constitution pour reconnaître tous les humains vivant sur le territoire mauricien comme êtres humains et citoyens. Ce qui implique l'élimination du First Schedule de la Constitution et de toutes références qui réduisent à une catégorie communale. Le déni de reconnaissance d'un être humain en soi est une rémanence de l'esclavage et d'une société post-esclavagiste. Sous le système esclavagiste, les humains étaient niés dans leur humanité même et classifiés légalement comme biens meubles. Durant l'engagisme, l'être humain était réduit au statut d'engagé. Au cours de la période coloniale, nous étions réduits au statut de "sujets de la Reine/du Roi". Après l'indépendance, nous avons tous été réduits à une catégorie communale, au lieu d'être juste des êtres humains.
- La séparation de l'État et des institutions publiques de la religion et de ce que l'on surnomme les organisations socio-culturelles.

2. **Tous les droits humains pour tous**

- Pour l'inclusion dans la Constitution des droits économiques, sociaux et culturels, tels qu'ils sont reconnus par les Nations Unies. Ces droits incluent notamment: l'éducation, l'accès à la sécurité sociale, les soins de santé, le logement, la nourriture, le droit de grève et le droit de travailler. La Constitution actuelle reconnaît seulement les droits civils et politiques.

3. **Pour la démocratisation de la société et l'inclusion des principes de démocratie participative**

- Remplacer le principe de la représentation communale au sein du système politique par le principe de la représentation politique, introduisant ainsi une «dose» de proportionnelle afin d'assurer que tous les courants politiques soient



représentés à l'Assemblée nationale (un processus déjà en cours depuis le combat et la victoire Rezistans ek Alternativ).

- Introduire des dispositions afin que les citoyens et les électeurs aient plus de contrôle sur le processus électoral et démocratique. Par exemple, l'introduction du principe de référendum sur des questions d'intérêt public, le droit de révoquer des députés, le droit des citoyens de présenter des motions à être débattues à l'Assemblée nationale.
- Eliminer toute ingérence des lobbies économiques dans le processus électoral et démocratique
- Plus de pouvoirs à l'Assemblée nationale et l'institution de Commissions Parlementaires
- Permettre aux mouvements associatifs – syndicats, consommateurs, environnement - de participer aux débats de l'Assemblée nationale sur les questions de société, et les questions affectant la vie de celle-ci.
- Garantir la démocratie régionale, sa décentralisation et autonomie dans la Constitution
- Pour la démocratisation des organismes publics sous le contrôle permanent des commissions parlementaires et des organisations citoyennes.
- Approfondir et appliquer la liberté d'expression, d'information, le droit d'association et de rassemblement, les libertés individuelles et le droit de la personne.
- Assurer la démocratisation de l'accès à l'information et des moyens de communication et de connaissance

4. **Pour la justice économique et sociale**

- Pour que le principe de la justice économique et sociale soit inscrit dans la Constitution
- Pour que la justice économique et sociale, ainsi que la souveraineté alimentaire, la sécurité énergétique et le droit d'accès à l'eau soient reconnus comme faisant partie des principaux objectifs de la politique économique.



- Que l'économie soit organisée conformément aux droits humains et aux principes énoncés ci-dessus.
- Que la Constitution reconnaisse le droit de chaque ménage d'accéder à un terrain à usage d'habitation et de développement soutenable, incluant la souveraineté alimentaire.

5. Pour intégrer le droit de la nature et de l'écologie

- Pour que le «droit de la nature» en soi et le droit des générations futures à vivre dans un environnement sain et un écosystème équilibré soient reconnus dans la Constitution, compte tenu de la crise écologique, climatique et de l'accélération du processus d'appauvrissement des ressources naturelles de la planète.
- Pour que les écosystèmes soient définis comme des «biens communs » et classés comme «domaine public» sous la Constitution. Cela comprend la mer, les ressources marines, les ressources en eau, les rivières et leur lit et l'atmosphère.
- Qu'une proportion de terres agricoles soit protégé en tant que «biens communs » et «domaine public » par la Constitution.



lafors travayer

Pou enn **Nouvo Repiblik**

Organize par : GWF | JNP | PLMEA | UBIW ek lezot Sindika
an kolaborasion avek : Rezistans ek Alternativ | CARES | Syndicats des Pêcheurs
Mouvman ti-planter | Mouvman ekolozi | Artis & sitwayin angaze

kot larises partaze, drwa travayer,
lanatir respekte

1^e Me
2013 9^{er} 30
Octave Wiehe
Réduit



Dialogue National Alternatif sur l'Économie Océanique

Mardi 17 Septembre
Maritime Academy,
Pointe aux Sables,
de 10hrs à 15hrs

Le Syndicats des pêcheurs, la General Workers Federation, le Professional Seafarers Union,
EcoSud, Centre for Alternative Research and Studies et Rezistans ek Alternativ



conférence internationale

& Comprendre changer le monde

Christophe **Aguiton** | Brian **Ashley**
Militant altermondialiste & syndical / Chercheur | Militant eco-socialiste

Mardi 15 octobre 2013 | 9h00-15h00
Mauritius Maritime Academy Institute, Pointe aux Sables



Thursday 24 April 2014 | 9.00a.m – 3.00 p.m
Mauritius Maritime Academy, Pointe Aux Sables

After 9 years of anti-communalist struggles

**Electoral Reform: the Working Class and the
Social Movement agenda**

Communal Politics v/s Class and citizen's politics



Centre For Alternative Research And Studies On Economic, Social And Environmental Issues
Bois Cheri Rd, Moka, Republic of Mauritius Tel: +230-4336431, Email cares2@myfreeit.org



4. Les grandes transformations sociales et économiques

Reforme électorale, financement des partis politiques et du processus électoral

La démocratie et le suffrage universel acquis de haute lutte sont en train d'être corrompus par la communalisation du processus électoral et par l'argent. Des changements fondamentaux doivent être apportés à l'actuel système électoral.

Réforme électorale

La proposition de Rezistans ek Alternativ sur la réforme électorale est basée sur les principes suivants:

- La nécessité d'éliminer toute forme de communalisme de notre système électoral: c'est à dire l'élimination du principe de représentation communale, de classification communale de la population et des candidats.

- ° Pour approfondir la démocratie: nous proposons 20 députés correctifs à être désignés selon le mode proportionnel. Dont le but est de corriger la sous-représentation politique émanant du régime de first past the post.

- ° Pour déterminer le pourcentage attribué à chaque parti, nous proposons un vote additionnel à être attribué aux partis. C'est à dire des membres additionnels de l'Assemblée nationale sur une liste de

représentation proportionnelle, les électeurs votant pour trois députés, plus une voix à un parti.

- ° Nous proposons que l'éligibilité aux sièges de la représentation proportionnelle se fasse aux conditions suivantes:

- Les partis présentent une liste prioritaire de 20 candidats avant les élections à la Commission électorale.

- Tous les candidats de cette liste de parti doivent être candidats dans l'une des 20 circonscriptions de la République.

- La liste de parti doit inclure un nombre égal de femmes et d'hommes, à être alignés alternativement avec une femme, un homme et ainsi de suite.

- Le parti aligne 60 candidats dans les 20 circonscriptions de Maurice.

- Pas de seuil de 10% des votes pour être éligible à la représentation proportionnelle. Nous proposons plutôt un seuil de 5%.

Changements parallèles.

- Nous proposons un redécoupage



des circonscriptions pour assurer un nombre égal de votants dans chaque circonscription.

- Nous proposons que les fonctionnaires aient le droit de participer aux affaires publiques du pays, incluant le droit d'être candidat aux élections régionales et législatives.

Propositions transitoires de Rezistans ek Alternativ sur les dépenses politiques et électorales.

1. Interdire le financement politique par les entreprises privées

Nous proposons l'introduction d'une nouvelle loi pour interdire le financement ou les dons aux partis politiques par les entreprises privées. Tout financement par une compagnie devra être déclaré et être considéré illégal.

2. Enregistrement des partis quand le décret électoral (writ of elections) est émis

Nous proposons que lorsque les partis et alliances s'inscrivent suite à l'émission du décret électoral, qu'ils s'enregistrent aussi pour les besoins des frais financiers en sus des besoins constitutionnels.

3. Plafond des dépenses des partis
Nous proposons un plafond pour les dépenses des partis comme c'est le cas pour les candidats.

4. Déclaration des dons de citoyens au-delà d'un certain plafond

Dans le cadre d'une campagne électorale, tout don par des citoyens dépassant un certain plafond (nous proposons Rs 50 000) doit être immédiatement déclaré par le parti à la Commission Electorale et être rendu public par la Commission via internet.

5. Soumission des comptes par les partis après les élections

Après la proclamation des résultats des élections, tous les partis devraient soumettre leurs comptes à la Commission Electorale, en sus de ceux des candidats.

6. Accès public aux comptes électoraux des partis et candidats

Il est un fait que le l'actuel système régissant la soumission des comptes de campagne présente de sérieuses lacunes. Les candidats des partis lourdement financés tournent la loi en dérision en soumettant des comptes qui ne reflètent pas leurs véritables dépenses. Même si ces comptes sont ouverts au public au bureau de la Commission Electorale, très peu de personnes les consultent. Depuis l'indépendance, il n'y a jamais eu de contestation des comptes de campagne.

Nous proposons l'introduction de nouvelles mesures pour les comptes de campagne des candidats, et pour les nouveaux comptes de campagne des partis, de façon à les rendre plus accessibles à l'examen public et démocratique. Ces comptes devraient être affichés pendant au moins un mois dans des lieux publics tels village halls, centres communautaires, municipalités et bureaux de poste. Ils devraient aussi être publiés dans la Gazette du Gouvernement et postés sur le site web de la Commission Electorale.

Nous pensons que c'est l'examen public qui aidera à contrôler les dépenses électorales de candidats et partis. Les électeurs et citoyens des diverses circonscriptions sont mieux placés pour comparer ce qui a réellement été dépensé pendant une campagne électorale et ce qui est déclaré par candidats et partis.

7. Donner pouvoir à la Commission Electorale d'enquêter et de demander un ordre pour invalider l'élection d'un candidat

Nous proposons qu'une fois enregistrée une contestation des comptes de campagne d'un candidat, que l'Electoral Supervisory Commission ait le pouvoir d'enquêter sur le cas. Si son enquête établit qu'un candidat a omis des dépenses ou a soumis une fausse déclaration équivalant à un dépassement des dépenses autorisés, que l'ESC ait le pouvoir de demander à la Cour Suprême un ordre invalidant l'élection du dit-candidat et appelant une élection

partielle. Dans le cas des partis, nous proposons que la Cour Suprême ait le pouvoir d'invalider des sièges remportés sur la liste proportionnelle (le nombre restant à déterminer après débats sur notre proposition).

8. Financement indirect de dépenses électorales de base

Pour faire obstacle au pouvoir des riches de corrompre le processus électoral et démocratique, nous proposons que l'Etat assure que des facilités électorales de base soient mises gratuitement à la disposition de tous les candidats et partis participant aux élections. Nous ne sommes pas en faveur du financement direct, qui menace l'expression politique du contrôle d'Etat.

Nous proposons que les dépenses électorales de base soient gratuites et couvertes par l'Etat.

Nous croyons que l'accès libre à certaines facilités mettra au moins sur un pied d'égalité les candidats et partis concourant à une élection. Cela assurera que le droit fondamental de tout citoyen à être candidat soit garanti, et assurera des élections libres et justes.

Nous proposons par exemple que les éléments suivants soient fournis gratuitement à tous les candidats aux élections:

- Les registres électoraux version papier et sur CD. Ce principe est déjà accepté dans la mesure où les registres électoraux sont vendus à un prix symbolique. Nous proposons la gratuité car il s'agit d'un outil essentiel pour tout candidat à une élection.

- Frais de poste gratuits d'un montant à préciser pour les envois électoraux.

- Accès à des bâtiments publics et espaces partagés proportionnellement entre candidats et partis pour des meetings publics.

- Pas de frais à payer par candidats et partis pour soumettre leurs comptes de campagne.

- Temps d'antenne spécial à être alloué au pro rata aux partis engagés dans les élections pour annoncer des rendez-vous électoraux.

- Extension du temps d'antenne alloué aux partis par la MBC.

- Que le gouvernement fournisse des espaces

d'affichage gratuits (au lieu de vendre tout l'espace aux publicitaires pour des produits qu'ils vendent à profit).

- Impression de matériel de campagne pour candidats et partis (posters ou manifestes).



Les océans constituent 70% de la surface de la planète. Ils sont source de vie, bien commun. Tout au long de l'histoire, la mer a servi à nourrir l'humanité. Elle a une fonction écologique primordiale. Elle est aussi source de plaisir.

Mais la mer est victime de pillage, d'exploitation abusive et objet de convoitise des plus puissants. Le mode d'exploitation industriel capitaliste dominé par la soif du profit et l'exploitation des 'ressources naturelles' a fini par entraîner une accélération de la dégradation de la vie et de l'écosystème marin. La crise climatique et le réchauffement de la planète ont aggravé cette dégradation.

Pourtant les océans contiennent d'immenses richesses. Si l'humanité, en tant que gardien de la nature, avait respecté, nourri et utilisé l'océan comme il le fallait, elle aurait pu répondre au défi auquel nous faisons face aujourd'hui : la crise alimentaire et la crise énergétique.

Mais nous ne retenons pas les leçons qui importent. Nous ne remettons pas en question le mode de pensée qui est à la base de la crise écologique et sociale que ce mode d'exploitation de la nature a entraîné. Un groupe de dirigeants de certains pays, de connivence avec des intérêts économiques,

voient dans l'océan une nouvelle source d'investissement pour le profit, comme une nouvelle forme de conquête coloniale dans le contexte du Blue Economy.

A Maurice, l'élite économique, politique et étatique fait la même chose. Il n'y a aucune remise en question, aucun débat réellement démocratique. C'est le même mode de pensée. Pire, la loi a changé, le calendrier d'exploitation de la mer a été arrêté, puis on a feint de lancer le dialogue ! Mais un dialogue dont les gens de la mer ont été exclus. C'est le Board of Investment qui décide, qui exploite et contrôle notre océan et sa richesse.

Nous nous opposons à cette vision rétrograde et dangereuse.

Nous proposons une Charte Alternative de 12 mesures sur laquelle une future économie de l'océan peut se construire.

L'économie de l'océan: Charte Alternative



L'économie de l'océan: Charte Alternative

Nous pensons qu'avant d'entrer dans une nouvelle phase qu'est l'économie de l'océan, il est nécessaire d'avoir une série de changements fondamentaux au niveau de la Constitution et des lois existantes. En même temps nous pensons qu'il faudrait une série de mesures politiques et des conditions préalables.

12 changements fondamentaux :

- 1• Changer la Constitution pour redéfinir la Zone Maritime Exclusive de l'Etat mauricien. Redéfinir et protéger cette zone comme faisant parti du domaine public dans la Constitution.
- 2• Changer la Constitution pour reconnaître le droit de la nature, incluant la mer.
- 3• Changer la Constitution pour y inclure que la Zone Maritime Exclusive de l'Etat mauricien peut seulement être utilisée pour le bien-être du peuple de la République tout en préservant le droit des générations futures et en respectant scrupuleusement l'écosystème marin.
- 4• Amender le Maritime Zones Act afin de spécifier explicitement que toute utilisation économique de l'océan ne peut se faire sans la participation des gens de la mer.
- 5• Amender le Maritime Zones Act pour enlever le pouvoir discrétionnaire du Premier ministre de décider qui a le droit d'explorer et d'exploiter notre Zone Maritime Exclusive.
- 6• Amender le Maritime Zones Act pour enlever le pouvoir au 'Board of Investment' de décider quelle activité économique et industrielle seront autorisées dans notre zone maritime.
- 7• Amender le Maritime Zones Act pour remplacer le pouvoir du Premier ministre et du Board of Investment par une commission qui regroupe tous les partis politiques représentés au Parlement et les organisations citoyennes démocratiques, commission qui pourra avaliser et résilier tout projet économique dans la Zone Maritime Exclusive de l'Etat mauricien.
- 8• Changement du cadre légal nécessaire pour spécifier quel type d'exploitation économique des ressources marines, incluant les ressources de pêche, doit être fait par des entités où l'Etat et le public sont majoritaire.
- 9• Mettre sur pied une National Marine Audit Commission
- 10• Mettre sur pied une Marine and Maritime Sustainable Development Authority
- 11• Ouvrir une université de biologie marine à Rodrigues et ouvrir des départements spécialisés pour des études en sciences marines et maritimes à l'U.O.M et dans le système éducatif.
- 12• Avoir une flotte maritime nationale en collaboration avec d'autres pays de la région selon les principes mentionnés plus haut, qui inclut des bateaux de pêche et des cargos.



People's Cooperative Renewable Energy

Un changement fondamental dans la production d'électricité est nécessaire à Maurice : un Power Shift. Nous croyons fermement qu'une transition d'énergie durable et la démocratisation de la production de l'électricité est cruciale pour l'avenir de notre pays.

Vivant dans un état insulaire, nous sommes parmi les plus vulnérables au changement climatique, nous avons ainsi la responsabilité de montrer au monde que nous nous engageons envers une éthique écologique.

L'énergie est une utilité sociale, sans laquelle la vie est impossible.

Une transition énergétique est capitale pour assurer notre indépendance énergétique et la sécurité. Nous importons 85 % de nos besoins en énergie, ce qui a représenté Rs 35 milliards en 2013. Au cours des dix dernières années, le coût des importations d'énergie a augmenté de 400 %, alors que la consommation a augmenté que de 38 %. La privatisation de la production d'électricité à Maurice a encore exacerbé notre dépendance à l'égard des sources d'énergie fossiles, notamment le charbon.

En parallèle, la privatisation a provoqué la monopolisation de la production de l'énergie, par des géants producteurs, les Independent Power Producers (IPP), au détriment des citoyens, des consommateurs, des employés de l'industrie sucrière, des petits planteurs et l'énergie renouvelable.

Un «power shift» est donc fondamental dans ce tournant crucial de notre histoire. Cette nécessité a été clairement exposée par certains des recommandations visionnaires de la Commission Nationale de l'Energie (CNE).

Par conséquent, Rezistans ek Alternativ propose de:

1. Soutenir l'initiative de la Coalition of People's Cooperative Renewable Energy pour mettre en place des Peoples' Solar Cooperatives à travers l'île pour la production des énergies renouvelables, coopérative et équitable.
2. Adopter, en parallèle, des modifications politiques fondamentales pour encourager les citoyens et petits planteurs à participer dans la transition d'énergie renouvelable. Dans ce contexte, nous soutenons la demande du *Coalition of Peoples' Cooperative Renewable Energy* et du *Kolektif Lenerzi Renuvlab* pour¹⁹
 - A. Introduire une taxe sur le profit des IPPs utilisant le charbon. Ceci, afin de soutenir les citoyens et petits planteurs dans la production d'énergie renouvelable au sein des coopératives afin d'éliminer progressivement Les IPPs utilisateurs de charbon.
 - b. Mettre en place un Small Planters' Solar Electricity Production Scheme
 - c. Introduire un Green Energy Bonds où les citoyens peuvent

investir et à travers lequel le Central Electricity Board (CEB) peut obtenir des fonds afin de construire et d'exploiter l'énergie solaire.

D. Lancer des mesures politiques pour transformer le CEB en Central Sustainable Electricity Board (SCEB) de façon à ce que le nouveau SCEB peut investir dans les énergies renouvelables et assurer sa gestion.

e. Utilisez le Rs 10 milliards que les citoyens auraient payé pour la construction du CT Power pour des projets de stockage d'énergie pour faire de l'énergie solaire et éolienne des alternatifs solides et fiables. .





Rezistans ek Alternativ et la question des terres dans la République de Maurice

Nos terres sont convoitées par des intérêts pécuniaires privés, pour des projets immobiliers destinés à une certaine bourgeoisie et aristocratie locale et étrangère. Cette situation démontre bien le problème auquel fait face la société mauricienne en matière d'accès à la terre pour des besoins de logement ou d'agriculture. La spéculation foncière de plus en plus orientée vers les capitaux étrangers rend la possibilité d'achat de terrain quasi nulle pour le citoyen ordinaire et pour la classe ouvrière. Ce problème s'accroît encore plus dans des régions côtières de plus en plus convoitées.

La commission '*Truth and Justice*' préconise clairement la réduction de cette spéculation et de la valeur des terres. Ce qui se passe au village du Morne illustre bien cela. La nécessité de fonder un foyer engendre deux phénomènes chez la classe ouvrière, liés à l'inaccessibilité à la terre.

Premièrement, vivre dans la maison familiale ou construire dans la cour familiale pour ne pas quitter le village. Dans les deux cas, l'espace exigü est propice à l'accroissement de la précarité, donnant ainsi lieu à plusieurs malaises sociaux y relatifs. Deuxièmement, une exportation de la précarité au cas où les villageois se voient contraints de quitter le village pour fonder un foyer ailleurs. Le deuxième scénario s'accompagne aussi d'un malaise plus grand qui consiste en une rupture des liens et des repères sociaux. Pour le village du Morne par exemple, cela constitue un immense tort au statut de patrimoine intangible de l'humanité décrété par l'UNESCO.

En octobre 2008, l'ONU a reconnu que l'élimination de la pauvreté passe par l'accès à la terre, aux capitaux et au savoir. Elle reconnaît aussi que le combat contre l'inégalité sociale et la discrimination passe par l'accès aux ressources. Même la Banque Mondiale reconnaît la nécessité de combattre la pauvreté par l'accès à la terre pour la production agricole, l'amélioration de la nutrition et le développement durable.

Rezistans ek Alternativ propose ainsi que soit mis sur pied une '*National Land Audit Commission*'. Cette commission devra prendre en compte le travail effectué par le '*Truth and Justice Commission*' concernant l'épineuse question des terres dans la République de Maurice. Cette commission devra en outre pouvoir faire un audit des terres de la République de Maurice de façon à évaluer

- a) Le nombre de terres agricoles disponibles à Maurice, le nombre de ces terres qui sont sous culture.
- b) Le nombre de terres agricoles reconverties depuis ces dernières cinquante années au moins.
- c) Le nombre de terres de l'Etat disponibles.
- d) L'utilisation des terres de l'Etat pendant ces dernières cinquante années.
- e) Le nombre de terres utilisées pour des besoins de logement et leur répartition.
- f) Le nombre de terres appartenant à des privés, les conditions d'acquisition et leur répartition

La mise sur pied d'un '*National Land Audit Commission*', devra aussi avoir pour but de préparer un amendement pour que la Constitution reconnaisse qu'un espace vivable pour chaque famille mauricienne est un droit. Que cet espace vivable comprenne un habitat et une portion cultivable, qui puisse assurer une certaine autonomie alimentaire et un espace de loisir.

Tout cela doit se faire de façon à ce que la question des terres et de leur gestion soit plus transparente et pour qu'il y ait un partage équitable des terres dans la République de Maurice. Ceci afin d'assurer que chaque citoyen puisse y avoir accès et vivre de manière décente. Cela doit aussi se faire pour s'assurer que le progrès de la République de Maurice et de ses concitoyens se fasse dans le respect de la nature et de l'écologie.



Un autre système d'administration régionale est possible

Le système d'administration régionale constitue l'un des piliers essentiels de la vie démocratique de tout pays. A tel point qu'il est un fondement de la vitalité même de cette démocratie.

Nous avons à Maurice un système d'administration régionale hybride qui trouve son origine dans les contradictions de notre histoire. Il porte l'empreinte de notre histoire coloniale, mais il est également marqué par le passage au pouvoir de mouvements à tendances fascistes comme le PMSD. Il porte surtout l'empreinte du contrôle de l'Etat sur le système d'administration régionale, soit par l'abolition pure et simple des Conseils Municipaux et des Conseils de Village à certaines périodes de notre histoire, soit par le contrôle des mécanismes de sélection des candidats, ou soit encore par le contrôle des budgets de fonctionnement des administrations régionales. Les derniers amendements apportés au Local Government Act n'ont pas modifié grand-chose sur le fond.

Quel système alternatif d'administration régionale?

Un système alternatif d'administration régionale doit viser à :

Transférer plus de pouvoirs aux citoyens et aux villageois afin qu'il y ait une vraie démocratie participative et directe

Reconnaître les différences objectives qui existent entre les villes et les villages, et en même temps chercher à réduire les disparités qui existent entre les deux

Bâtir sur l'expérience et la tradition démocratiques et sociales qui existent déjà dans les villes, dans les villages ainsi qu'à Rodrigues

Eliminer les inégalités entre régions riches et régions pauvres au sein des villes et au sein des villages

Redéfinir quels sont les services qui doivent être placés sous le contrôle des



administrations régionales et quels sont ceux qui doivent être sous le contrôle de l'administration centrale. Il faut viser à transférer plus de pouvoirs aux autorités locales et au peuple

Redéfinir le rôle d'une autorité locale, surtout ses responsabilités, dans la protection des droits fondamentaux – droits civiques, sociaux, environnementaux – des citoyens et des villageois

Développer de nouveaux projets régionaux qui correspondent aux mutations économiques et sociales que connaît la société mauricienne

Garantir la démocratie régionale comme un droit constitutionnel

Les structures alternatives de démocratie régionale proposées par Rezistans ek Alternativ

Des Assemblées Régionales décentralisées, comportant des Conseils par Ward et des Conseils de Village.

Rezistans ek Alternativ propose la création d'Assemblées Régionales en remplacement des Municipalités et Conseils de District existant actuellement. Nous proposons que dans les 5 villes existantes soient créés des Conseils de Ward, qui peuvent être basés sur les délimitations actuelles, avec les Conseillers de Ward siégeant également à l'Assemblée Régionale de la ville. Pour les villages, nous proposons de maintenir les Conseils de Village existants mais en les dotant de pleins pouvoirs et d'un budget

autonome. Les Conseils de Village auront leurs représentants à l'Assemblée Régionale de leur région. Ceci est une proposition de transition au vu des réalités objectives qui existent actuellement entre les villes et les villages. Cependant le but à long terme est d'aller vers un seul système, plus démocratique, plus uniforme, avec de nouvelles délimitations entre les villes et la campagne.

La participation des mouvements associatifs.

Rezistans ek Alternativ propose que pas plus de 25% des sièges au sein des Conseils de Ward dans les villes soient alloués aux mouvements associatifs, non-communaux et non-religieux, c'est-à-dire alloués à des associations sportives, de quartier, de loisirs, littéraires et sociales qui sont basées dans le Ward et qui sont enregistrées dans le Registre des Associations. Chaque Ward peut avoir son Conseil des Associations du Ward qui élit ses représentants sur le Conseil de Ward, sur la base de la représentativité des membres des dites associations. Il est possible d'avoir un système similaire dans les Conseils de Village également. Les Conseillers Associatifs doivent pouvoir intervenir dans les débats des Conseils au même titre que n'importe quel conseiller.

Le droit de révoquer les Conseillers dans les Conseils de Ward et de Village

Rezistans ek Alternativ propose que soit introduit le principe de révocabilité des conseillers. Cela signifie que quand une majorité d'électeurs ne sont pas satisfaits du travail d'un(e) de ses élu(e)s, ils doivent avoir le droit de révoquer cet élu(e) par le biais d'une pétition électorale. Le principe de révocabilité s'applique également aux représentants associatifs. Ce principe existe d'ailleurs déjà au sein des associations.

Le droit pour les citoyens et les villageois de déposer une motion

Tous les citoyens et les villageois doivent avoir le droit de déposer une motion pour débat au sein des Conseils de Ward et de Village, ainsi qu'au sein des Assemblées Régionales, dès lors que cette motion obtient plus de 10% de signatures parmi les habitants du Ward, du Village ou de l'Assemblée Régionale.

Les technologies au service de la démocratie participative

Rezistans ek Alternativ propose une vaste utilisation des technologies pour permettre un réel bond en avant de la démocratie :

Tous les débats des Conseils de Ward et de Village, et des Assemblées Régionales, doivent être retransmis en direct au public via Internet. Pour cela, tous les centres sociaux doivent être équipés d'Internet afin que les citoyens puissent suivre les débats s'ils ont envie de participer à la gestion de leur localité.

Toutes les motions qui seront débattues dans les Conseils doivent être au préalable affichées publiquement dans tous les lieux publics qui sont gérés par l'Assemblée Régionale concernée, ainsi que sur Internet

Pour les grandes décisions concernant le Ward ou le Village, il doit y avoir la possibilité d'un vote indicatif sur Internet à travers les centres sociaux, afin que les Citadins et les Villageois qui le veulent aient la possibilité de se prononcer sur ces sujets.

Il peut y avoir également des radios qui sont gérées par les Assemblées Régionales et qui retransmettent les débats des différents Conseils de Ward et de Village, ainsi que des Assemblées Régionales. Ceci donnera la possibilité à la population de suivre ce qui se passe dans leur région et ce que disent leurs représentants. Une radio régionale permet également aux habitants de transmettre leurs doléances.

Le droit des Citadins et des Villageois de participer à des Commissions Régionales ouvertes

Tous les Citadins et les Villageois doivent avoir la possibilité de participer à des sessions ouvertes spéciales tenues par les Commissions de Ward ou de Village sur un sujet spécifique comme l'environnement, la santé, les drains ou l'asphaltage. Il faut organiser des espaces et des moments de participation pour les femmes et les jeunes lors des débats des Commissions ouvertes.

Déclaration des Avoirs des Conseillers

Vu le rôle de plus en plus central qui sera conféré aux conseillers d'une autorité régionale, le principe de la déclaration des avoirs doit s'appliquer aux conseillers locaux, tout comme il l'est pour les membres de l'Assemblée législative nationale.



Réhabilitation de notre histoire: marronnage, résistances et héros historiques nationaux

Nous proposons que notre Constitution soit amendée pour ajouter une nouvelle section et préambule ainsi libellés:

- Que la Constitution reconnaît que l'esclavage, tel qu'il a existé à Maurice, a été et est un crime contre l'humanité
- Que la Constitution reconnaît que le peuple mauricien des générations pré-1835 a été soumis à des traitements inhumains et à des atrocités durant la période d'esclavage et que les générations post-1835 ont souffert des répercussions du système esclavagiste
- Que la Constitution reconnaît tous ceux ayant participé à des actions de marronnage ou de résistance contre le système esclavagiste comme des héros nationaux, des combattants de la liberté et des défenseurs des droits humains.

Pour une distribution équitable de la richesse : vers un salaire minimum décent à Maurice.

Il ne fait aucun doute maintenant l'inégalité des revenus s'est aggravée à Maurice de 2006 à 2014. La Responsabilité Sociale des Entreprises (CSR) introduite quelques années de cela ne fonctionne pas.

Le coefficient de Gini (qui mesure l'inégalité des revenus dans un pays) est passé de 0,388 en 2006 à 0,413 en 2012. Les chiffres démontrent que l'inégalité est à son niveau le plus haut depuis 20 ans. La part de la richesse allant aux 20% des plus pauvres de la population est en déclin. En 2006, la part était de 6,1% , alors que en 2012 il a baissé à 5,4 %, la plus basse depuis 20 ans. En revanche, la part de la richesse approprié par les 20 % des plus riches de la population est en augmentation. Il est passé à 47,4 % en 2012 , comparativement à 45,6 % en 2006 et 44,2 % en 1996.

Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté relative (qui est elle-même très faible c'est-à-dire Rs 5,660) est en augmentation. La proportion de personnes pauvres a augmenté de 8,5% en 2006/07 à 9,8% en 2012 ; le nombre de personnes pauvres est passé de 104 200 à 122 400. Comparé à 2001, où le pourcentage de personnes pauvres été de 8,2 %. Les chiffres montrent donc que le niveau actuel de la pauvreté est à son point le élevé à Maurice depuis 20 ans. Plus de 20% des ménages (68 200 ménages) touche un revenu sous le seuil de la pauvreté des ménages , Rs 13,300 , établie par le CSO pour un ménage moyen comprenant 2 adultes et 2 enfants , âgés de moins de 16 ans . En rapport aux taux d'inflation à partir de 2012, le seuil de pauvreté des ménages est maintenant de Rs 14 000. En outre, il est également inquiétant de constater que 54 500 ménages ont dépensé plus de 50% de leur revenu pour des besoins alimentaire en 2012 .

Ces chiffres ne font qu'exposer l'injustice criante endurée par des milliers de travailleurs dans de nombreux secteurs tels que les industries orientées vers l'exportation ; le textile , le sea food hub , le Freeport , le nettoyage, la distribution et autres secteurs faiblement rémunérés . En revanche, dans ces mêmes secteurs, le top management et les actionnaires reçoivent des revenus mirobolants sous forme de salaire, ou avantages exagérés, ou encore de dividende. En outre, les actionnaires des sociétés ont bénéficié des avantages fiscaux de l'ordre de Rs

1,5 milliards chaque année depuis 2008 avec le taux forfaitaire de 15 % du *corporate tax*. Depuis l'année dernière ils bénéficient de la concession de l'impôt sur les dividendes, qui s'élève à Rs 185 millions .

Au cours des 30 dernières années la répartition des richesses s'est détériorée au détriment des travailleurs. En 1994, la part de la richesse allant à la population active fût de 46,3 % du PIB, tandis que l'excédent brut d'exploitation allant aux détenteurs de capital fût de 52,7 % du PIB. En 2014, la part de la richesse allant à la population active a diminué, et est de 39,4 % du PIB, tandis que l'excédent brut d'exploitation attribuable aux détenteurs de capitaux a grimpé à 59,7 %. C'est pour cela que Rezistans ek Alternativ propose que l'État reconnaisse officiellement qu'un salaire minimum de Rs 14 000 est l'objectif national à atteindre, et qu'une transition minimale de Rs 10,000 doit être introduit à partir de 2015. L'introduction progressive d'un salaire minimum devrait être considérée comme une condition préalable d'une activité économique où le travail humain est impliqué. Ce n'est pas une variable, c'est une constante, comme le paiement des salaires à la fin du mois ou le respect de l'environnement ou des règlements de santé et de sécurité.



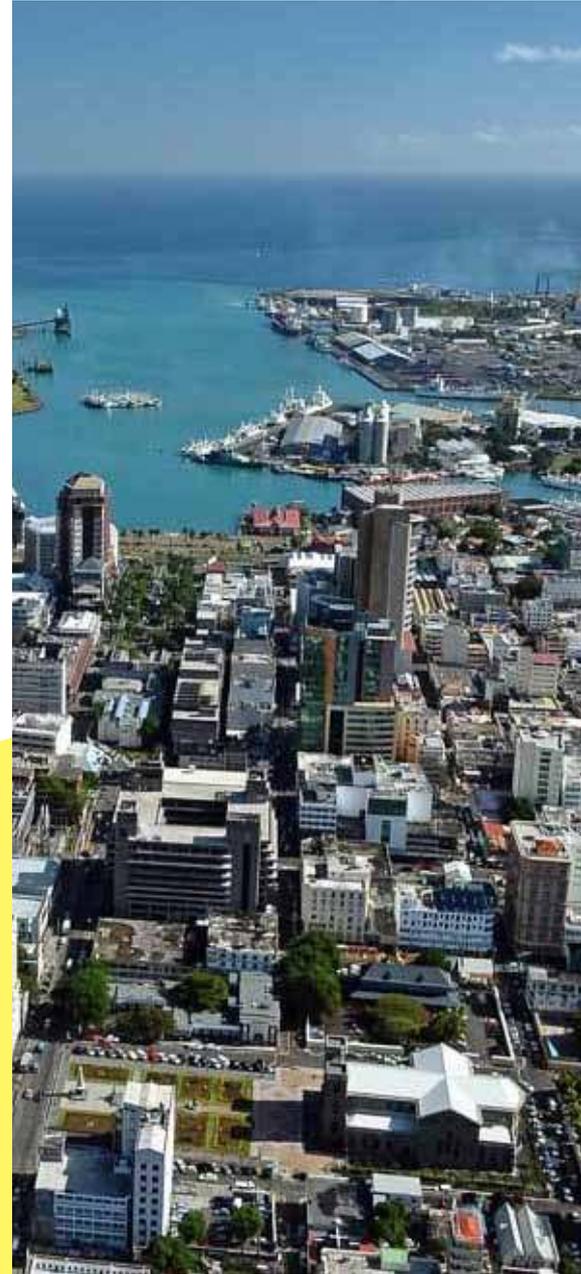
Les 10 thèmes centraux de notre manifeste

ÉCONOMIE

«Le capitalisme est l'extraordinaire croyance que le plus intéressé des hommes fera la plus intéressée des choses pour le plus grand bien de tous.» JM Keynes

Quel est le meilleur système économique pour une société? Personne ne peut répondre à cette question avec certitude. Pourtant, ce qui est certain, c'est que le modèle actuel de marchandisation de la nature et de l'humanité est un échec de notre civilisation à multiples niveaux. La crise à multiples facettes à laquelle le monde est confronté n'est rien de plus que le résultat de la surexploitation de nos ressources limitées dans le seul souci de la maximisation des profits. L'épuisement des ressources naturelles limitées cumulées par notre planète depuis des millions d'années est responsable de l'instabilité de l'écosystème et des catastrophes naturelles. La production à grande échelle, contrôlée par les multinationales, est en train de nous enlever toutes les valeurs humanistes qui auraient dû être le fondement de toute société. Cette production est à l'origine de la rupture de notre relation organique avec notre environnement. S'éloigner de ce modèle suicidaire ne sera possible qu'à travers un éloignement des points de vue conservateurs qui guident le capitalisme d'aujourd'hui, car la société humaine n'est au sommet d'aucune forme de hiérarchie dans l'écosystème. L'humanité est au sein de l'écosystème et est interdépendante des autres organismes vivants et des composants non-vivants qui composent notre biosphère. Ainsi, l'objectif ultime devrait être de mettre au point le système économique qui donnera lieu à la forme la plus durable de la société, par rapport à cette interdépendance. La société ne devrait pas être un produit de son économie sous-jacente; c'est plutôt l'économie qui devrait être un produit de sa société correspondante.

La vision de Rezistans ek Alternativ de la société mauricienne est celle d'une société humaine qui complète la nature et n'est en aucun cas en concurrence. Ainsi, la production devra être modélisée à partir de ce principe pour une utilisation durable de nos ressources naturelles et de notre main-d'œuvre. La solidarité entre les Mauriciens est une pierre d'angle de cette vision. Nous devons avancer et reculer solidairement. Des décisions courageuses doivent être mises en œuvre pour un changement radical du modèle actuel. Des mesures transitoires doivent être prises pour passer d'un modèle inégal à un modèle de développement plus



juste et respectueux. L'économie mauricienne a, en fait, été construite sur un modèle axé sur une main d'œuvre bon marché. Et c'est précisément ce modèle que nous devons réinventer si nous voulons aspirer à un meilleur modèle sociétal.

Une économie est comme un navire, un changement de cap important ne peut être atteint qu'à travers un certain nombre d'étapes progressives, petites mais importantes. Voilà le genre de transition que nous proposons :



MESURES

- Créer un nouvel indice, comprenant des mesures économiques, sociales et environnementales, comme indicateur principal, plutôt que de se concentrer uniquement sur la croissance du PIB.
- Introduction d'un salaire minimum transitoire de Rs 10 000.
- Limiter le différentiel entre l'employé le mieux payé et le moins bien payé dans une entreprise à un maximum de 40x.
- Viser à rééquilibrer progressivement l'économie d'un système axé sur l'export avec une main d'œuvre bon marché pour un modèle plus équilibré et durable.
- Présenter des mesures audacieuses pour promouvoir une culture entrepreneuriale coopérative, avec l'innovation et la qualité comme attributs clés.
- Promouvoir la souveraineté énergétique et la souveraineté alimentaire.
- Revalorisation du coût du travail à la base, en particulier pour les professions non réglementées et les travailleurs manuels.
- Améliorer l'efficacité de l'économie en général, y compris le secteur public
- Aucune tolérance envers la corruption.
- Viser un système de taxation progressif.

JEUNESSE

La jeunesse de la République de Maurice est son avenir. Pendant trop longtemps, le rôle de la jeunesse s'est limité à être un groupe de citoyens serviles et dociles, avec peu de reconnaissance accordée à ses aspirations légitimes à être une force transformatrice dans la société.

Un parallèle peut certainement être fait entre la situation actuelle des jeunes et celle des étudiants des années 1970. Les deux groupes ont été victimes de leur désir d'émancipation par l'éducation au profit d'organisations sans scrupules, avec la bénédiction de l'Etat. De plus, les employeurs mauriciens exploitent les nouveaux diplômés en leur payant un salaire dérisoire dans de nombreux secteurs, y compris le secteur bancaire et financier, principalement en raison de la surabondance de diplômés «homogènes» sur le marché du travail.

Il est grand temps pour les jeunes Mauriciens que leur voix compte et soit entendue. Rezistans ek Alternativ croit fermement que la jeunesse de ce pays peut et doit inspirer notre société. Nous voulons une population jeune qui soit vivante, dynamique, diversifiée et indépendante pour conduire ce pays vers l'avant avec des idées novatrices, la passion et le travail acharné. Et pour cela, nous allons mettre en œuvre des mesures révolutionnaires. La fin justifie les moyens ...





MESURES

- Geler temporairement l'âge de la retraite de la population active pour atténuer le problème croissant du chômage chez les jeunes de l'île Maurice.
- Revoir les salaires de démarrage pour les nouveaux diplômés sur une base sectorielle.
- Plafonner le rapport du salaire le plus élevé et le plus bas dans une entreprise, qu'elle soit publique ou privée.
- Fournir des conseils d'orientation professionnelle à tous les étudiants pour s'assurer que nos jeunes fassent un choix de carrière approprié.
- Concevoir un programme de formation subventionnée qui encouragera les personnes de moins de 30 ans à poursuivre leurs études, en particulier dans des domaines émergents.
- Créer un schéma logement pour les jeunes afin de fournir des unités de logement abordables à ceux qui veulent vivre une vie indépendante
- Construire des centres de jeunesse régionaux polyvalents, sous le contrôle et la supervision d'une administration régionale habilitée.

EDUCATION

« L'éducation est l'outil le plus puissant que vous pouvez utiliser pour changer le monde »

Nelson Mandela

Le système éducatif d'un pays est une réflexion et une reproduction fidèle de la façon dont la société est organisée. Le système d'éducation actuel est en forme de pyramide et dans ce sens, met l'accent principalement sur la création d'une élite au détriment de la majorité des jeunes mauriciens.

Quelle est la pertinence d'un tel système lorsque les statistiques montrent clairement que la tendance est à l'émigration de ces élites? Pouvons-nous permettre que nos enfants soient éjectés de nos écoles à l'âge de douze ans?

Il est largement reconnu que le principal atout de la société mauricienne réside dans ses citoyens instruits et de fait, il est du devoir d'un gouvernement responsable et bienveillant de veiller à ce que tous les enfants de la République puissent avoir un accès égal à l'éducation au plus haut niveau possible.

Si nous aspirons à une société où le savoir-faire de chaque citoyen peut contribuer activement à son économie, il est primordial que notre système d'éducation propose une approche efficace dans l'intérêt de chaque individu.

Une personne instruite est avant tout un citoyen responsable ! Comme le dit le célèbre écrivain Victor Hugo : «Celui qui ouvre la porte d'une école ferme une prison.»

L'éducation est un processus à vie et a pour but de libérer le meilleur chez l'individu. Nous devons, par conséquent, inverser le courant systématique qui ne se focalise que sur quelques sujets académiques et qui dans de nombreux cas, ne reconnaît pas les qualités individuelles des apprenants. Notre système éducatif doit viser à révéler ce qui est bon chez l'individu et tirer le meilleur parti de son potentiel.

Notre système éducatif se doit aussi de mettre en valeur le savoir-faire et les capacités, à tout stade, de tout citoyen, et se doit de soutenir les élèves lents et promouvoir l'apprentissage informel. En offrant un enseignement orienté uniquement vers les besoins du marché du travail, le système éducatif ignore la nécessité du développement humain.





MESURES

- Le droit à l'éducation garanti dans la Constitution.
- Le droit d'être éduqué à tout âge - création d'un programme d'éducation pour les adultes.
- Intégration d'un système d'écoles régionales et réorganisation du système éducatif vers une société plus humaine et écologique.
- Veiller à ce que tous les élèves du primaire aient, quotidiennement et gratuitement, accès à un repas équilibré à l'école.
- Le droit d'être éduqué dans sa langue maternelle pour les trois premières années de scolarité au minimum.
- Une revalorisation importante de la profession d'enseignant à tous les niveaux. Cela comprend des motivations et des primes d'encouragement pour contrer le problème des leçons particulières.
- La limitation du nombre d'élèves par classe.
- Création d'un campus universitaire public à Rodrigues, spécialisé en études marines.
- Incitations pour les travaux de recherche sur des situations locales et régionales liées au changement climatique et aux questions environnementales.
- Introduction obligatoire d'une classe d'Histoire, notamment d'histoire nationale contemporaine. Au moins un sujet de science sociale, science naturelle, d'art et d'histoire jusqu'à l'âge de 16 ans.
- Création d'écoles spécialisées pour perfectionner les compétences de ceux qui excellent dans des domaines spécifiques, par exemple à travers la création d'une académie de musique pour ceux qui excellent dans ce domaine.
- La promotion des écoles mixtes pour le secondaire, afin d'assurer un développement sain de notre jeunesse.
- Une réévaluation complète du programme de formation pour les éducateurs, à tous les niveaux, pour assurer que nos enfants soient éduqués selon le meilleur système pédagogique.

«Le travail est la condition fondamentale de toute vie humaine... Le travail a créé l'humain et la société elle-même»

La façon dont une société organise le travail et la production définit le degré d'avancement social et écologique de cette société. L'organisation du travail définit les relations sociales entre individus et les interactions entre l'humain et son environnement naturel. Maurice a connu plusieurs types d'organisation du travail: après trois siècles d'esclavage et près d'un siècle d'engagisme, le système de travail s'est engagé dans un mode de production capitaliste, basé sur l'exploitation de la force de travail, et de la nature, au profit d'une poignée de personnes. Aujourd'hui, la force de travail mauricienne est constituée de près de 700 000 personnes.

La politique économique et sociale des partis traditionnels au cours de ces 15 dernières années a amené une plus grande concentration de la richesse nationale produite par la force de travail entre les mains d'une poignée de nantis locaux et internationaux. La fraction économique qui revient aux travailleurs s'est réduite. L'écart entre riches et pauvres et les inégalités ont augmenté. L'emploi est de plus en plus précaire. La situation de la classe moyenne se détériore. Une grande proportion des travailleurs mauriciens est lourdement endettée. La fracture sociale se creuse et l'insécurité sociale s'accroît.

Les propositions de Rezistans ek Alternativ visent à inverser cette tendance, soit: permettre une nouvelle répartition de la richesse, revaloriser le travail humain, encourager la créativité et l'élargissement des connaissances et créer l'espace nécessaire pour que les travailleurs aient plus de pouvoirs dans le processus économique et productif.





MESURES

- **Modification du cadre légal pour valoriser la main d'œuvre et re-équilibrer le rapport de force inégal entre travail et capital.**

- Inscrire le droit de grève dans la Constitution, comme dans beaucoup d'autres pays et tel que reconnu par les Nations Unies
- Amender des lois du travail injustes pour encourager de vraies négociations collectives et décourager les licenciements arbitraires et les entraves au droit de grève.
- Permettre aux travailleurs d'élire trois représentants au conseil d'administration de toutes les entreprises qui ont plus de 100 employés.

- **Que la richesse produite par les travailleurs soit partagée**

- Introduction d'un salaire minimum national transitionnel d'un montant de Rs 10 000 et reconnaissance qu'un salaire minimum décent devrait être d'au moins Rs 14 000.
- S'opposer au démantèlement de Remuneration Orders qui couvrent près de 80% des salariés du privé, qu'ils soient dans le Port franc, le Seafood hub ou les centres d'appel, et leur assurent des conditions de travail et un salaire minimal.
- Octroi d'une compensation salariale pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, indexée chaque année, au mois de janvier, sur la base d'un salaire minimal de référence.
- Établir un index pour évaluer si les entreprises se conforment au salaire minimal, respectent les conditions de travail, de sécurité et les normes écologiques/ environnementales. Cet index peut servir à décider d'une nouvelle politique de taxation, et quand les institutions étatiques entrent en contrat avec des entreprises privées.

- **Pour une amélioration des conditions de travail**

- que l'âge de la retraite soit fixé à 62 ans et ramené à 60 ans dans les secteurs difficiles comme le transport.
- uniformisation de la semaine de 40 heures dans tous les secteurs.
- durcissement de la loi contre l'abus de travail contractuel et précaire, avec limitation du recrutement contractuel à 20% dans toutes les entreprises.
- accès à internet dans toutes les cantines d'employés
- amélioration de la pension de retraite des travailleurs et modification du système national de pension (NPS) pour que les contributions se fassent sur la base de la rémunération totale des employés.

- **Revaloriser la coopération au niveau des travailleurs et combattre l'endettement à travers une réactivation massive des Coopératives d'Epargne et de Credit.**

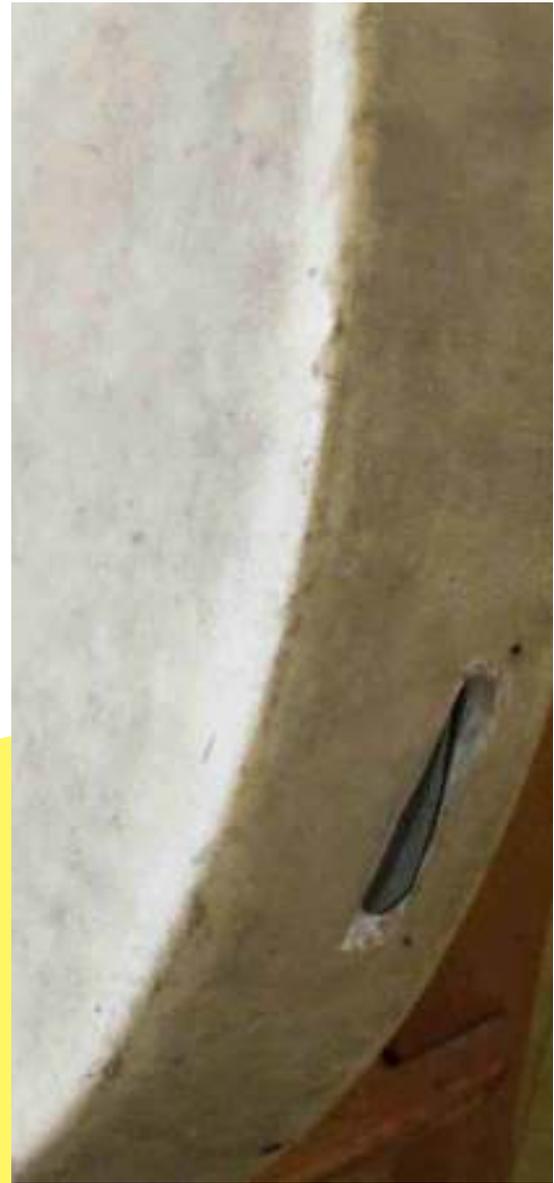
MAURICE 2.0

« Je pense toujours à la prochaine génération et à *créer un autre plan pour eux. C'est mon objectif : leur faire savoir qu'il a une alternative* » Janelle Monae

Maurice, de par son histoire de l'immigration, est, en son cœur, un carrefour de cultures et d'interactions humaines. Pays de migrants, nous avons contribué à la diversité culturelle de notre société à travers l'art, la technologie et notre mode de vie.

Nous, Mauriciens, avons construit et façonné ces différentes cultures pour n'en faire qu'une : la culture mauricienne. Il est de notre devoir de préserver cette culture unique et de la soutenir dans son évolution. Artistes dans l'âme, les Mauriciens sont malheureusement englués dans le système sociétal actuel qui laisse peu de place à la fibre artistique.

Il est important pour notre île de s'ouvrir vers les divers talents d'ici, vers ceux proposant des idées alternatives dans la construction d'une société où l'artistique, la technologie et l'écologie seront intrinsèques à notre développement. Cela permettra d'avoir une économie durable et sera source d'inspiration pour penser de manière créative, surtout pour les jeunes. Notre population a besoin de respirer, besoin d'exprimer son potentiel créatif et a besoin de soutien pour le faire. Il est du devoir de tout gouvernement de répondre à ces besoins et il est temps que notre société reconnaisse la valeur et le bénéfice d'un système efficace, créatif et écologique.





MESURES

- Reconnaissance des métiers artistiques en proposant une rémunération adéquate clairement définie par la loi
- Obligation d'allouer un espace culturel d'une superficie de plus de 2 hectares.
- Mise en place d'une Commission nationale pour le secteur créatif
- Promotion de logiciels gratuits et des valeurs de partage et de collaboration
- Utilisation de la technologie pour promouvoir la culture, la démocratie et une société ouverte.

La Question du transport en commun

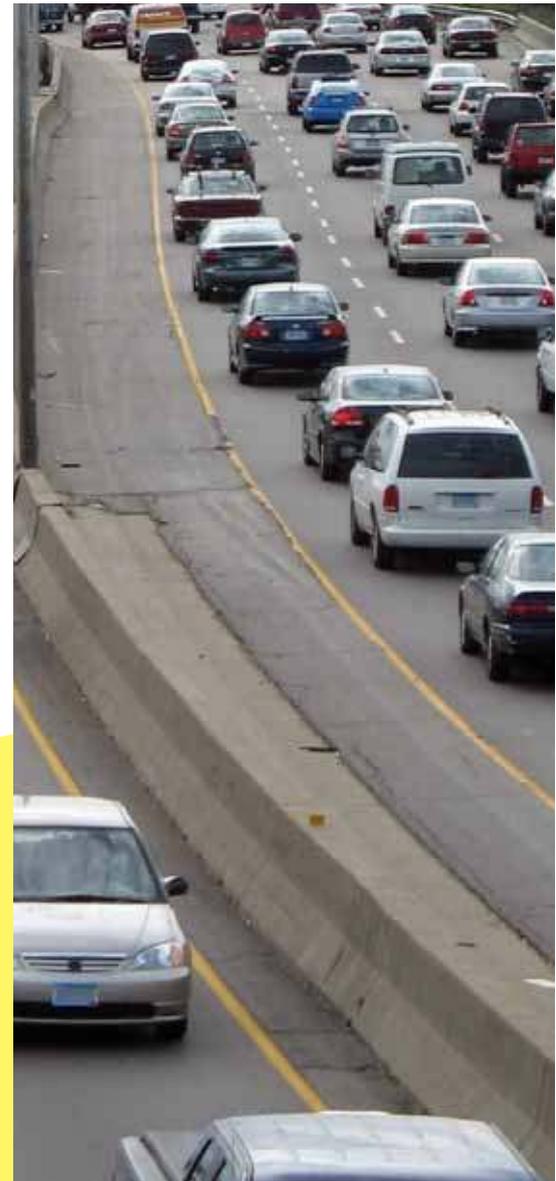
Le débat sur le transport et l'introduction du métro léger a été au centre de cette campagne électorale. Mais hélas, on a escamoté les questions d'intérêt public, écologique, et du droit des citoyens à un service de transport public plus collectif, plus confortable, accessible et plus écologique. Le débat a été faussé et réduit à un affrontement entre système de transport existant et projet mirobolant de métro léger, qui va coûter plus de Rs 40 milliards.

Ne devrions-nous pas plutôt penser en termes de développement d'un système de transport plus collectif, peu importe le mode choisi, qui aille vers la gratuité totale?

Avec les problèmes de congestion routière et la crise énergétique, ne devrions-nous pas plutôt penser à encourager davantage l'utilisation d'un bon système de transport collectif? Ne devrions-nous pas favoriser le développement d'un bon système de transport public national, intégré et gratuit?

Plusieurs pays vont dans cette direction. Et plusieurs études ont déjà été faites sur cette possibilité par des professeurs de l'Université de Maurice. La gratuité du transport existe déjà pour les étudiants et les personnes âgées. Avec le remboursement des frais de transport mis en place pour les employés de divers secteurs, il serait économiquement viable de rendre le transport gratuit pour tous.

Rezistans ek Alternativ propose en conséquence le gel du projet famineux du métro léger, et la mise en place d'une Transport Audit Commission à laquelle participeraient toutes les organisations concernées par le transport et les citoyens:





MESURES

- Pour conduire un véritable audit du problème de transport au niveau national
- Pour étudier la possibilité d'avoir un système de transport public collectif, gratuit, et intégré au nouveau système d'administration régionale.

Culture agricole

Il faut apprendre la terre, c'est indispensable, savoir ce qu'elle est. Il faut l'aimer sans niaiserie, en reconnaître les principales maternels et nourriciers. Il faut la travailler en tenant compte du savoir et du sentiment, avec la force du corps.

Pierre Rabhi





MESURES

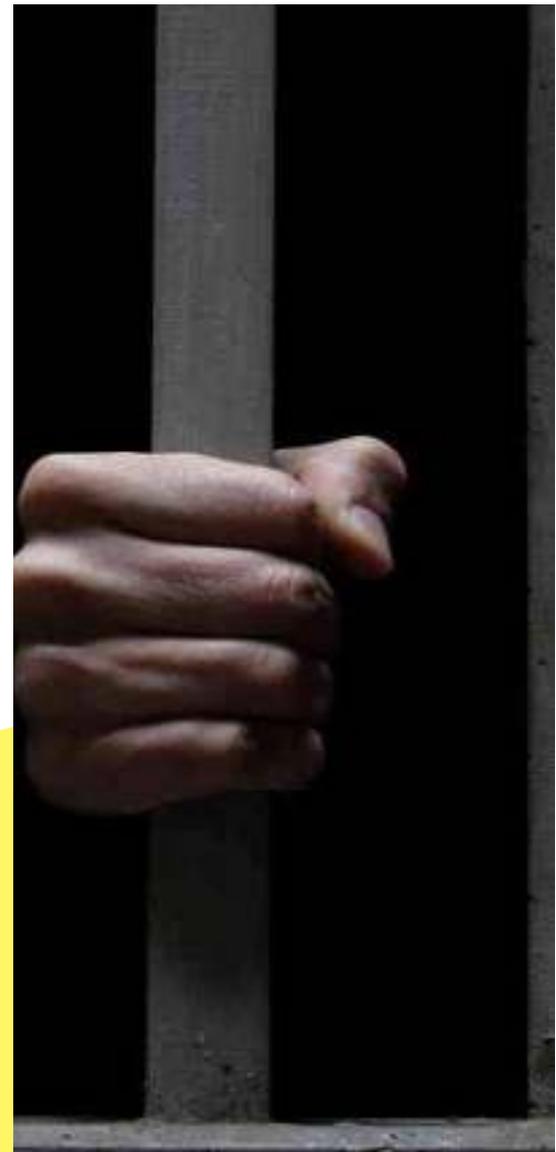
- Politique agricole sur l'utilisation des terres
 - Déterminer la surface du pays qui devra être conservée sous forme de Terres Agricoles
 - La priorité devant être donnée aux terres les plus arables
- Création d'une banque des terres agricoles
 - Agir comme intermédiaire entre les propriétaires fonciers et les demandeurs de surfaces cultivables
- Encourager une nouvelle génération d'agriculteurs à travailler la terre
 - Fournir divers incitations à le faire (Education, allégements fiscaux, financements, soutiens marketing)
- Création d'un «Agricultural Planning Authority»
(ou d'une Autorité de la Planification Agricole)
 - Permettre une planification efficace des besoins agricoles du pays
- Soutien du gouvernement à l'industrie locale
 - Fournir par exemple aux élèves du primaire du lait frais et des fruits locaux
- Reconversion des terres agricoles marginales en fermes solaires ou en culture de fourrage

Questions de société, incluant la délinquance et l'ordre public

La question de l'ordre public ne peut être résolue si celle des inégalités sociales croissantes dans la société mauricienne n'est pas abordée. L'opinion publique se révèle préoccupée du sentiment d'une hausse conséquente de la criminalité à Maurice. Pour contrer ce problème, nous pourrions construire plus de prisons, avoir plus de caméras de surveillance, recruter de plus en plus de policiers et progresser vers une société ultra-surveillée, mais serions-nous plus en sécurité ? L'ultra surveillance et la répression auront pour conséquence l'incarcération de plusieurs personnes, plus de prisons à construire, et plus de policiers à embaucher. Pourtant, cette tendance n'a pas aidé à faire baisser le taux de criminalité. Elle contribuera plutôt à gonfler les dépenses publiques.

L'autre approche consiste à attaquer cette question à la racine. La violence et la criminalité sont symptomatiques des dysfonctionnements de la société, l'inégalité croissante des revenus étant un facteur majeur. Une telle situation a favorisé beaucoup de frustrations avec un sentiment général d'injustice, qui à son tour a nourri la criminalité et la violence. Le travail a causé une re-structuration du temps consacré à la vie familiale et sociale, et cela a une incidence sur l'évolution des comportements sociaux.

Aborder cette inégalité économique croissante est essentiel à la réduction de la prévalence de la criminalité. Avoir des structures et des institutions qui sont perçues comme un soutien efficace de l'État plutôt que des charges administratives ou des outils répressifs sera beaucoup plus productif et aidera à atténuer les tensions sociales.





MESURES

- Mettre en place une Commission Nationale d'Audit des Terres afin de réévaluer la répartition des terres à Maurice et réfléchir sur la possibilité d'une parcelle de terre minimale pour chaque famille afin de s'assurer une vie décente et une place pour l'agriculture à petite échelle.
- Mettre l'accent sur des loisirs adéquats et une structure sociale qui permettra aux gens, en particulier aux jeunes, de se socialiser et de développer un sentiment d'appartenance à leur localité.
- Fournir une assistance spéciale aux enfants issus de familles à problèmes et/ou brisées, y compris la formation des assistants sociaux
- Promouvoir un service de police amical qui est davantage axé sur le soutien et la sécurisation de la communauté locale, plutôt que d'agir comme un agent répressif
- Revaloriser les pratiques artistiques afin d'offrir des activités saines aux citoyens Mauriciens.
- Créer les structures nécessaires pour encourager et inciter les micro projets régionaux pour la création d'emplois et à des fins créatives

La Politique des Drogues

A travers le monde, les pays commencent à revoir les lois punitives reliées aux drogues, du fait que la guerre aux drogues a échoué, tant au niveau du trafic et de la consommation, qu'au niveau sanitaire et socio-économique. La criminalisation de l'usage des drogues a causes plus de dégâts que de bienfaits¹, et a surtout augmenté les dépenses publiques liées à l'incarcération, le système judiciaire, la police, et aussi à la santé publique.

La question de la réforme de la politique des drogues a été reléguée à l'arrière-plan à l'île Maurice, et parler de la drogue se limite trop souvent à la loi et l'ordre public. Depuis l'introduction des mesures de Réduction des Risques (la méthadone et les programmes d'échange de seringues) en 2006, il y a eu une diminution de 48% parmi les nouvelles infections à VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues. Cependant, parce qu'il n'y a pas de traitement pour l'instant pour l'hépatite C, les chiffres sont plus alarmants avec 96% des personnes qui s'injectent des drogues étant infectées.

L'incarcération des utilisateurs de drogues les rend plus vulnérables au VIH parce que le manque de services de réduction des risques, comme la distribution de préservatifs, et l'accès aux seringues propres en prison contribuent à la transmission du VIH, et de l'hépatite C. Elle freine aussi considérablement l'obtention d'un emploi une fois qu'ils réintègrent la société, en raison de l'absence d'un certificat de caractère, ajoutant ainsi au cycle de la pauvreté.

Le changement est dirigé, en examinant d'abord les lois criminalisant la drogue la plus consommée dans le monde, le cannabis. La politique vis-à-vis du cannabis est en rapide évolution². Il est grand temps que l'île Maurice s'inscrive dans les débats, et considère les divers changements qui se produisent de par le monde, et analyse objectivement les nouveaux modèles de réglementation³ que différents pays comme le Portugal, ou l'Uruguay ont implémentés, et qui n'a amené que des résultats positifs en matière de santé publique, de surpopulation carcérale, de réduction du trafic mafieux, et de revenus aux caisses de l'Etat, entre autres.

Afin de parvenir à gérer la question des drogues, une réforme de la politique des drogues est nécessaire.



1 http://globalcommissionondrugs.org/wp-content/themes/gcdp_v1/pdf/GCDP_HIV-AIDS_2012_FR_v3.pdf

2 http://www.addictionsuisse.ch/actualites/communiqués-de-presse/article/regulation-du-marche-du-cannabis-du-rio-de-la-plata-au-lac-leman/?tx_ttnews%5BbackPid%5D=1324&cHash=4786c699f17a6dbc53958a8b73d4cc39

3 <http://www.gcdpsummary2014.com/accueil/#foreword-from-the-chair-fr>



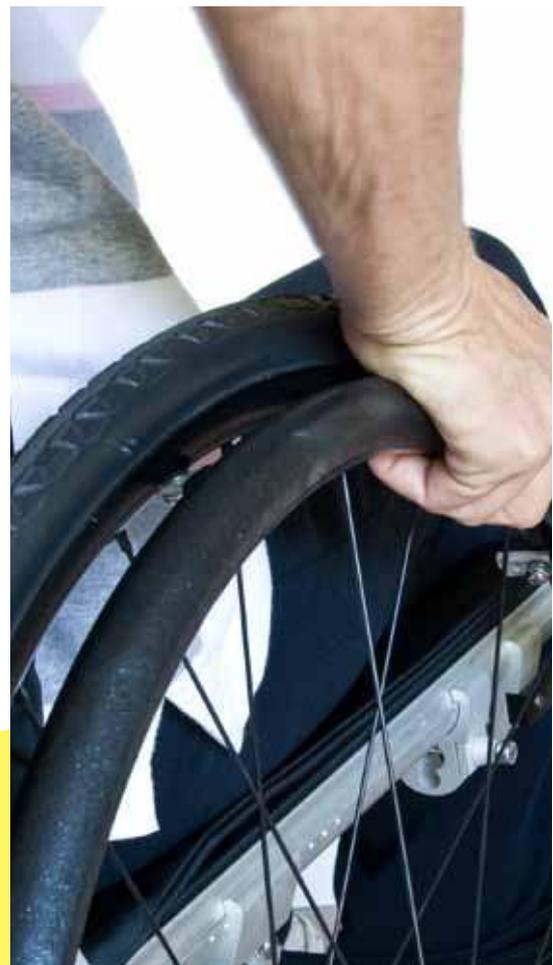
MESURES

- Réorienter fondamentalement les priorités et les ressources de la politique des drogues, de l'orientation punitive qui a échoué, aux interventions sanitaires et sociales qui ont montré des résultats positifs. Cela nécessite une perspective de droits humains, et de santé publique pour gérer la question des drogues.
- Mettre en place une Commission Nationale sur la politique des drogues afin de se pencher sur l'échec de notre politique de drogue répressive. Cette commission évaluera aussi l'efficacité des politiques de drogue progressistes adoptées par les pays comme le Portugal et l'Uruguay de même que les études récentes conduites par des organisme internationaux sur la politique des drogues. Elle préparera un *National Drug Control Masterplan* attendu depuis longtemps et en pilotera l'implémentation. Ce plan national stratégique devrait intégrer des mesures pour contrôler l'offre et la demande des drogues, les traitements et les services de réduction des risques pour les personnes qui utilisent des drogues.
- Mettre fin à la criminalisation et l'incarcération de personnes qui utilisent des drogues. Aussi, revoir notre *Dangerous Drugs Act* qui est obsolète, afin d'envisager la décriminalisation de certaines substances illicites comme le cannabis qui incarcère un grand nombre de personnes, et envisager des lois qui permettent l'utilisation du cannabis à des fins médicales et récréatives.
- Offrir le traitement pour le virus de l'hépatite C dans les services de santé publique pour les personnes vivant avec le virus.
- Revoir le certificat de caractère en examinant son impact sur les personnes qui ont des difficultés à obtenir un emploi quand ils essaient de réintégrer la société après l'incarcération.
- Introduire des mesures de santé comme la disponibilité d'aiguilles propres et de préservatifs en prison pour éviter la transmission du VIH chez les détenus.

Droit des personnes vivant avec un handicap

Une société qui se veut moderne et respectueuse de ses citoyens se doit de tout mettre en œuvre pour combattre la marginalisation. Même s'il existe des lois pour l'intégration des personnes vivant avec un handicap au sein des entreprises et même s'il existe une pension allouée à ces personnes, la société mauricienne a encore beaucoup de chemin à faire dans la reconnaissance des droits des personnes vivant avec un handicap.

Les infrastructures publiques ne répondent pas toujours de façon efficace aux besoins des personnes vivant avec un handicap. Pas plus que les pensions allouées à ces personnes. C'est pour cela qu'il faut impérativement renforcer nos lois afin de permettre à toute personne de jouir de façon égale de tous les droits et libertés garantis par notre constitution. Certes, les lois ne suffiront pas pour pallier aux discriminations auxquelles font face les personnes vivant avec un handicap mais un renforcement du dispositif légal demeure nécessaire. Cela aidera à changer de regard, à diminuer la discrimination et à réduire les violations des droits des personnes vivant avec un handicap :





MESURES

- Ratification du protocole optionnel de la Convention des Nations unies sur les droits des handicapés et la mise en pratique de cette convention dans nos lois.
- Renforcement du dispositif légal afin de rendre obligatoire l'embauche des handicapés au sein des secteurs privé, public et parapublic.
- Publier la liste des entreprises qui refusent l'embauche des personnes autrement capables. Pension adéquate et sur mesure selon les besoins propres à chaque personne vivant avec un handicap
- Obligation légale aux services publics et privés de se doter des infrastructures adéquates pour les personnes vivant avec un handicap.
- Inclusion dans la Constitution des droits des personnes autrement capables comme un droit humain et renforcement de la section 16 de la Constitution pour inclure la discrimination contre les personnes autrement capables.

Les 20 candidats de Rezistans ek Alternativ des élections générales de 2014

Circonscription No. 1

	12	MARIE (Dany Sylvie Marie, of 41, C. Piperdy St., Tranquebar, Port Louis, Assistant Project Coordinator)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 2

	5	BEEHARRY (Mohammad Imzad Beeharry, of 16, Imp. Lenepveu, Port Louis, bus conductor)	Rezistans ek Alternativ	
---	---	--	-------------------------	---

Circonscription No. 3

	5	BACSOU (Saleem Bacsou, of 196, Crimea St., C/land, Vallée Pitot, Port Louis, Bus Conductor)	Rezistans ek Alternativ	
---	---	--	-------------------------	---

48

Circonscription No. 4

	24	SOOGREE (Bibi Aichah Soogree, of 406, Morc. Petit Verger, , coordinating executive)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 5

	30	LEGALLANT (Adrien Georges Laval Legallant, of Main Rd., Camp des Embrevades, Pamplemousses, educator)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 6

	15	JACOB (Ian Harvey Jacob, of Robinson Rd., No. 2, Curepipe, project coordinator)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	--	-------------------------	---



Circonscription No. 7

	8	BOUSSAC (Jean Marie Dany Boussac, of C09, Residence Baie du Tombeau, Complex NHDC, Baie du Tombeau, Electrician)	Rezistans ek Alternativ	
--	---	--	-------------------------	---

Circonscription No. 8

	9	DHOLAH (Pavetree Dholah, also known as Veena, of Mont Fleury, St. Pierre, educator)	Rezistans ek Alternativ	
--	---	---	-------------------------	---

Circonscription No. 9

	11	CALIANY (Logidassen Caliany, of Radhakissoon Rd., Riche Mare, Driver)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	---	-------------------------	---

Circonscription No. 10

	17	JAUFEERALLY (KARIM Jaufeerally, of 4 Villa Lane, Bon Air, Moka, Ophthalmic Optician)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 11

	23	NARRAIN (Devianand Narrain, of Royal Rd., Mare d'Albert, Administrative Secretary)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 12

	32	SAUVAGE (René Jacques Sébastien Sauvage, of Imp. Leblanc, Vacoas, Factory Manager)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	--	-------------------------	---

49

Circonscription No. 13

	36	SUBRON (Ashok Kumar Subron, of 2, Robinson Rd., Curepipe, Trade Union Organiser And Educator)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	---	-------------------------	---

Circonscription No. 14

	15	GUA (Georges Stephan Gua, of 70, Langlois St., Tranquebar, Port Louis, Graphic Designer)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 15

	16	NATH VARMA (Trisna Nirvana Nath Varma, of La Marie Rd., Glen Park, Vacoas, Account Executive)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	---	-------------------------	---

Circonscription No. 16

	17	RAGAVOODOO (Thitananda Ragavoodoo, also known as SHIDAN, of Forest Lane, La Marie, Vacoas, social worker)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	---	-------------------------	---

Circonscription No. 17

	10	CHIFFONNE (Michel Essan Chiffonne, of Darwin St., Cité Joachim, I.T. Engineer)	Rezistans ek Alternativ	
--	----	--	-------------------------	---

Circonscription No. 18

	36	PARAPEN (Kunalayan Kugan Parapen, of 4, Xavier Lagesse Ave., Vacoas, Portfolio Manager)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	---	-------------------------	---

Circonscription No. 19

	15	JAUFFRET (Serge Jauffret, of Central Ave., Plaisance, Rose Hill, trade unionist)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	--	-------------------------	---

50

Circonscription No. 20

	15	JACQUIN-NG PING CHEUN (Sharon Karina Jacquin-Ng Ping Cheun, of 27, Cocoterie Rd., Roche Bois, Research Assistant)	Rezistans ek Alternativ	
---	----	---	-------------------------	---



Nous rencontrer :

www.reziste.mu
<https://www.facebook.com/reziste>
email : rezistans@freeitmauritius.org

Tel : +230 433 64 31

Soutenir notre campagne:

Account Name:
MR Michel CHIFFONNE
MRS Paveetree DHOLAH

Bank: Mauritius Commercial Bank Ltd
Acc.Number: 000443079897

IBAN Number:
MU17MCBL0944000443079897000MUR
Swift Code: MCBLMUMU